

L'Adresse—M^{lle} Bégin

ferez comme la dernière fois lorsque vous avez volé 2.7 millions de dollars aux gens. Demandez-leur si vous allez cette fois-ci leur enlever de 6 à 7 millions de dollars. J'aimerais cela qu'il le leur dise. Samedi il ira à Verdun, car il doit aller parler aux gens de l'Âge d'or, probablement pour les convaincre de voter en faveur de la séparation. Il faut que les gens de l'Âge d'or posent cette question à M. Lazure et obtiennent une réponse afin de savoir à quel enseigne loge le Parti québécois.

MM. Lévesque et Lazure, comment osez-vous raconter dans votre brochure aux retraités publiée conjointement avec la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal que si le oui l'emporte, rien ne changera et que les pensions continueront d'arriver d'Ottawa le lendemain. Vous savez pourtant que lorsque vous ferez la séparation, peu importe le nombre exact de mois que cela prendra après le référendum, lorsque vous ferez la séparation, vous aurez assez d'argent pour payer les pensions, mais vous n'aurez plus d'argent pour payer le supplément. Vous savez que pour l'année 1978, avant même l'augmentation du supplément de \$20 et avant qu'on l'augmente de \$35 au mois de juillet, les Québécois ont reçu en pensions, toujours par le raisonnement d'impôt que j'ai fait tout à l'heure, la somme de 120 millions de dollars de plus qu'ils n'ont payé d'impôts au gouvernement canadien. Oseriez-vous le nier?

Un autre chèque adressé directement aux gens c'est celui des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant envoyés aux mères de familles par le gouvernement canadien. Une première précision s'impose. Les chèques d'allocation familiale que perçoivent les Québécoises sont payés à 75 p. 100 par le gouvernement fédéral, c'est-à-dire que le gros chèque, 75 p. 100 du total, vient du gouvernement fédéral et que le petit chèque vient du Québec. Là encore le Québec est receveur net, c'est-à-dire qu'il reçoit plus en allocations familiales et en crédit d'impôt qu'il ne paye en impôts, toujours à cause de la redistribution de régions favorisées et à celles moins favorisées.

Alors dans ce domaine c'est 80 millions de dollars de plus pour les allocations familiales, 60 millions de dollars de plus pour les crédits d'impôt-enfant, que les gens ont reçus chez nous à titre de prestations pour enfants. Sur ce, le programme du Parti québécois est très clair, il n'en parle absolument pas et on devine que le vote des personnes âgées, parce qu'elles ont le droit de vote, est peut-être plus important à ses yeux que le sort des enfants malgré la situation de pauvreté et de manque d'occasion qui existe dans bien des familles, car les enfants n'ont pas le droit de vote. Je laisse cela tel quel. Il y a une chose qui est certaine, dans une situation où la pauvreté existe encore et est inacceptable, c'est fini le crédit d'impôt-enfant pour les mères de famille si le oui l'emporte. Alors moi, je dis: Où est-il le bon gouvernement?

Si l'on additionne ces programmes du gouvernement canadien en matière sociale, on constate que les Québécois reçoivent des chèques de 680 millions de dollars les impôts qu'ils paient au gouvernement canadien. Et cela bien sûr, c'est en plus de la fameuse péréquation qui, elle, vaut 1.27 milliard de dollars par année. Alors moi je dis que notre système social est probablement la manifestation la plus éloquente de la richesse du fédéralisme et de ce que le fédéralisme peut donner au monde ordinaire, parce que les provinces ont intérêt à aider celles qui sont moins fortes à cause de leur économie pour traverser les périodes difficiles, cela joue dans tous les sens

entre parenthèses, afin qu'elles se renforcent et qu'elles viennent à pouvoir payer leurs pleins impôts complets.

Alors si le Québec devenait indépendant il pourrait, bien sûr, percevoir les impôts, la même somme d'argent qu'il paie à Ottawa. Avec cela il pourrait faire face aux pensions mais pas au supplément parce qu'il n'aurait pas l'argent nécessaire pour payer les 340,000 retraités québécois qui reçoivent le supplément. Alors qu'est-ce qu'il ferait? Il verrait se creuser à côté de son trou de 500 millions de dollars dans l'éducation un autre trou de 680 millions de dollars juste au titre des programmes sociaux. Qu'est-ce qu'il va faire? Est-ce qu'il va augmenter ses taxes? Moi je dis non parce que, et je vois le député de Joliette (M. La Salle) en face de moi qui est sûrement d'accord, les Québécois sont déjà les gens les plus taxés du Canada. Est-ce qu'ils peuvent augmenter leur déficit budgétaire? Je ne pense pas dans la situation actuelle. Alors je conclus, monsieur le président, en disant que c'est avec une certaine répugnance qu'aujourd'hui j'ai fait le bilan des programmes sociaux du Canada en faveur du Québec. La raison en est simple: les gens ne sont pas à vendre et les pensions, les allocations sociales, sont des droits qui sont acquis en travaillant à bâtir notre société, pas des récompenses qu'on leur accordera selon leur vote. Je me suis décidée à établir ces chiffres à cause de la manipulation psychologique des personnes âgées par le premier ministre Lévesque et le gouvernement péquiste.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Je regrette d'interrompre l'honorable ministre, mais son temps de parole est écoulé. Néanmoins, elle pourrait continuer du consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

Mlle Bégin: Je remercie beaucoup mes collègues de leur bienveillance, monsieur le Président. Je voudrais simplement dire, et j'essaierai d'être brève, que les pensionnés, et je pense que c'est l'avis de tout le monde, ont besoin d'être protégés et rassurés sur leur sécurité économique. C'est clair comme de l'eau de roche. Mais ils ne sont pas faits en chocolat, et faire la bataille des chiffres sur leur dos est, d'après moi, le plus mauvais service que le Parti québécois pouvait leur rendre. C'est ce que je pense, et ce que je voudrais dire aujourd'hui c'est que la population veut savoir clairement les faits, et après, elle portera elle-même son jugement. Les clubs de l'Âge d'Or que je rencontre régulièrement dans mon travail comme ministre des pensionnés savent très bien que nous n'avons jamais dragué la question des pensions dans le débat référendaire. Le gouvernement péquiste a décidé de le faire, et avec une telle insistance, que je n'avais plus d'autre choix comme ministre pour les pensionnés de tout le pays que de rétablir les faits sur les programmes sociaux offerts à la population.

Je finis mon discours en disant qu'il y a pourtant tant de choses urgentes qui devraient être entreprises pour continuer de corriger des injustices et donner à chacun des chances égales. Nous avons l'intention au cours des prochains mois d'entreprendre la réforme des pensions privées afin que chaque Canadien puisse toucher un revenu raisonnable pour sa retraite. Il faut aussi mettre à jour le Régime de pensions du Canada et protéger les maîtresses de maison qui ne perçoivent pas de pensions privées. La Régie des rentes du Québec a besoin exactement des mêmes réformes. Il faut aussi savoir si le revenu annuel garanti est faisable, quand et comment.